

Breve réflexion sur le catalogue des idées reçues

De la censure et des grèves sauvages dans la Chine post-maoïste

La censure, même aussi soigneusement orchestrée qu'elle l'est en Chine, a des limites. Celles-la même qui découlent de la prolifération des moyens de communications dont l'Etat a stimulés l'installation et la généralisation. Il a beau intervenir pour bloquer la circulation planétaire des données qui concernent, pour reprendre le jargon officiel, la multiplication rapide des « incidents de masse », à commencer par les grèves de masse, il n'y parvient que de façon partielle. La Grande Muraille devait protéger le centre du monde « civilisé » contre les invasions « barbares ». Hors le symbole qu'elle représenta dans l'imaginaire du corps mandarinal, elle ne les entrava que partiellement et, en fin de compte, y succomba : la grande majorité des dynasties qui se succédèrent à la tête de l'Empire après les Han étaient d'origine étrangère. Malgré la mise en place de systèmes de blocage des plus sophistiqués, à commencer par « Le bouclier doré » géré par le ministère de la Sécurité, surnommé, avec beaucoup d'ironie en Chine, « Le Grand Firewall » en référence à La Grande Muraille, les fuites sont importantes. Concernant les grèves de masse qui m'importent ici, je n'en ferai donc pas le catalogue, déjà assez détaillé à mon goût sur le Web. Je n'intéresserai plutôt aux particularités des plus récentes d'entre elles, du moins celles dont j'ai eu des échos vérifiables.

Des vagues de grèves sauvages localisées et éphémères secouent la Chine, inquiètent les promoteurs du « socialisme de marché », à Beijing et dans les provinces bien sûr, mais aussi leurs acolytes étrangers qui avaient investi pas mal de fonds dans les « Zones spéciales ». « L'harmonie », gage de la rentabilité des entreprises étrangères plus ou moins chapeautées par l'Etat, a donc du plomb dans l'aile. Reste qu'il n'y a pas d'écho sur ce qui peut advenir dans les entreprises d'Etat, ou sous contrôle de l'Etat, dans des secteurs aussi décisifs que les arsenaux, les télécommunications, les communications, les pôles de la circulation des marchandises, à commencer par les terminaux maritimes et fluviaux, véritables poumons de la Chine. Je pense que l'absence de grèves d'importance dans de tels secteurs n'est pas explicable seulement par l'omniprésence de la bureaucratie syndicale officielle, la « Fédération des syndicats chinois », la courroie de transmission du Parti. Bien que le système des « danwei » ait disparu, les travailleurs y sont plutôt bien payés, bénéficient des services de base qu'apportent encore les permis de résidence urbain, etc. Ils espèrent que leur situation et celles de leurs progénitures peut s'améliorer. C'est, par exemple, le cas des dockers du terminal en eau profonde de la baie d'Hangzhou, actuellement le plus fréquenté, en termes de tonnage, et le plus automatisé du monde. Bref, les administrateurs, au sommet du Parti, ne sont pas que des boursicotiers. Ils sont capables de préserver le statut des salariés affectés à des secteurs essentiels pour l'Etat. Dans la crise actuelle comme le firent leurs prédécesseurs au cours du Grand Bond. « Contenir et diviser pour régner » reste leur devise. Mieux vaut de pas l'oublier.

Depuis des années, ce sont donc essentiellement les « mingong », travaillant et vivant dans des conditions quasi carcérales dans les « Zones spéciales » qui déclenchent des grèves sauvages, accompagnés souvent d'émeutes et même de meurtres de managers et de contremaîtres, lesquels sont souvent d'anciens kapos recrutés dans les camps de travail. Je rappelle d'ailleurs que les entreprises en question, comme la tristement célèbre entreprise taïwanaise d'assemblage de composants d'ordinateurs Foxconn, sont équipées de postes de travail high-tech individuels et collectifs, de plus en plus automatisés. Elles n'ont rien à voir avec les manufactures d'antan, telles qu'elles sont présentées en Europe. Ce qui n'est pas incompatible avec le despotisme exercé par les gestionnaires du capital sur les dizaines de millions, voire les cent millions ou plus de « mingong », traités comme des prisonniers.

Les combats des « mingong » sont, en règle générale, dénoncés, brisés et, à l'occasion, réprimés avec brutalité par les syndicalistes officiels. Ils démarrent à partir de revendications portant sur les conditions de travail et de logement épouvantables, sur les salaires trop faibles ou non payés, sur les amendes et le non-paiement par les employeurs des charges pour les assurances sociales. Sans compter les tabassages effectués par les contremaîtres sur les récalcitrants et les droits de cuissage qu'ils exercent. La plupart du temps, les autorités locales envoient les corps de police anti-émeutes pour briser les grèves. Mais il arrive aussi qu'elles demandent aux managers de faire des compromis, jouant sur la fibre de la « défense du peuple chinois » dans la mesure où la plupart des entreprises installées dans les « Zones spéciales » sont étrangères. Les « mingong » eux-mêmes jouent parfois la même partition, comme le montre leurs affiches, dans le delta de la rivière des Perles par exemple, où ils affirment « défendre les valeurs du socialiste » contre « le capitalisme apporté par les étrangers ». Par suite, les autorités de la province du Guangdong demandent de plus en plus aux bureaucrates de la Fédération syndicale d'accorder des strapontins à d'aussi présentables porte-paroles des « mingong ».

Si je signale l'existence de telles limites, ce n'est pas évidemment pour dénigrer les combats des « mingong », leur courage, leur envie d'en découdre, pas plus que la haine qui les anime contre ce qui les écrase. Par contre, il est nécessaire plus que jamais de ne pas être obnubilé par les formes de combat, certes violentes, à la hauteur, si j'ose dire, de la violence quotidienne qui est faite aux « mingong ». Espérons que le contenu lui-même, au-delà des exigences élémentaires qui constituent les motifs immédiats des révoltes, devienne vraiment subversif. ■

Lao She (Vieux Serpent)